

La ruralité en question : animation ou pas ?

Article original publié dans POUR n° 60, 1978, p. 26-30.

Paul HARVOIS

La disparition d'une société

Une société a disparu : la société rurale, celle que les gens de ma génération ont connu et dont Jalkez-Hélias dans *Le cheval d'Orgueil* parle avec amour, sinon avec pitié, malgré les duretés du temps d'alors. Aucun autre type de société ne lui a succédé ! Il n'existe pas en effet de société urbaine. L'anonymat la caractérise, le factice l'anime, et les démolisseurs--promoteurs détruisent les derniers « quartiers », vestiges d'un tissu conjonctif vital. L'argent, le profit, la consommation, sont devenus les moteurs uniques et les finalités du système. Comment s'étonner alors des scories qui en résultent : la violence, le mal de vivre, l'oppression.

Et pourtant, la campagne meurt fascinée par ce mirage de la ville. Et si on s'était trompé ! La mécanisation à outrance, entraînant un endettement fabuleux, fut-elle une bonne solution ? L'intense innovation socio-économique connue depuis trente ans ne provoqua-t-elle pas les départs spectaculaires comme les coupures irrémédiables ? Il est plaisant, par exemple, d'entendre prôner les valeurs de l'exploitation familiale, alors que, par ailleurs, les mêmes prônent des solutions conduisant à sa disparition inéluctable.

L'évolution du milieu rural dans le dernier demi-siècle

La saignée de la guerre 14-18 dans le monde paysan fut terrible. Les monuments aux morts témoignent de l'affaiblissement de nos villages qui ne s'en remirent jamais. Là commence le déclin. La connaissance d'autres lieux provoqua dans le même temps les premiers départs (la guerre, c'est bien connu, crée le brassage des populations).

La deuxième guerre mondiale nous amena le progrès technique américain, le concept de productivité, et une autre façon d'envisager l'existence. Le drame pour nos campagnes se nouait dans le fait qu'on ne savait plus conserver la mesure et le bon sens et que le paysan, un habitant du pays, se muait en agriculteur, un producteur.

Faut-il ajouter que toutes les petites régions ne se prêtaient pas à cette mutation, et si l'Etat n'intervenait pas artificiellement et massivement, grâce aux subventions de toutes natures et à des prêts qui sont à terme des subventions déguisées, ces régions seraient mortes aujourd'hui. Quant aux endroits où la mutation était possible – visitez aujourd'hui la Beauce et la Picardie – elles sont vides de toute vie, d'autant plus que pour accentuer la rentabilité, on a rasé les derniers buissons, les derniers talus, supprimé les derniers chemins ruraux, les derniers arbres. Or, ceux-là produisent, certes, mais c'est une annexe de la ville, le village a disparu.

Heureusement que les résidents secondaires, dont on dit tant de mal, étaient là pour relever les ruines et replanter quelques arbres !

Ce resserrement des exploitations, la rationalisation accrue, l'exode, firent penser à nos petits technocrates que le maintien du « service public » ne s'imposait plus. C'est ainsi qu'on inventa cette aberration : le ramassage scolaire, un crime contre l'esprit ! Il paraît que les classes de niveau étaient plus probantes, que l'isolement ne favorisait pas l'épanouissement des intelligences. Mais moi, (pardonnez cette personnalisation) qui, pendant les années de guerre fus instituteur rural, je puis témoigner de la valeur pédagogique inestimable de l'outil qu'était l'école rurale, de sa richesse

humaine, du rayonnement qu'elle exerçait. Sa disparition était le premier acte de dés-animation du monde rural.

L'école supprimée, les parents cherchaient à partir, des artisans disparaissaient.

Le cercle vicieux était amorcé.

Et puis le directeur départemental de l'Équipement regroupait ses cantonniers, le directeur départemental de l'Agriculture rassemblait ses gardes-chasses et ses gardes-pêches, le percepteur rejoignait la petite ville, le receveur des postes s'éloignait et chaque chef de service, sur les instructions de Paris, s'imaginait alléger son budget, mais les économistes nous ont appris qu'en calcul de gestion, à l'échelle d'une nation, les choses sont un peu moins simples. Le mal est fait pourtant aujourd'hui, et les déserts se multiplient.

La détérioration parallèle de la ville

Alors que les ruraux s'essoufflaient dans la course à l'identification avec les gens de la ville, celle-ci commençait à marquer des signes de dégénérescence.

Le béton, les rythmes obsédants, l'éclatement de la famille, le « saucissonnage » de l'existence, conduisent à l'agressivité permanente, à la non-reconnaissance de l'autre, à la solitude dans la foule, à la disparition des communautés, à l'uniformisation.

Plus d'odeurs, plus de ciel, plus de salade de pissenlits cueilli aux derniers jours de l'hiver, plus d'interpellation du voisin au petit matin d'été, sur le pas des portes. L'espace est aliéné : la rue ne vous appartient plus, chacun est parqué.

Toute référence biologique disparaît. L'acte professionnel perd son sens.

Face à cette situation, les hommes et les femmes sont traumatisés chaque jour un peu plus, et ils cherchent désespérément à retrouver leurs racines, à identifier un havre où s'amarrer. « Volem viure al país » : on ne peut occulter longtemps ce besoin viscéral. Le régionalisme, culturel ou autre, à travers toutes ses manifestations, souvent excessives bien sûr, souvent plus intellectuelles que manuelles, en est un des aspects significatifs. La recherche de la vieille maison comme résidence seconde en est un autre aspect, de même que « le retour la terre »¹. En tout état de cause, le phénomène est plus important qu'il n'y paraît. Il est annonciateur de mutation. Il est signifiant. Peut-être naît là l'antidote de la société de consommation, une société en quête d'elle-même où le style qualitatif d'une vie prime « l'accumulation » des biens, l'affolement journalier, l'ignorance du prochain.

Les signes d'une nouvelle société rurale

On a beaucoup glosé sur les nouvelles communautés qui naissent ici ou là, sur ces intellectuels-paysans qui n'avaient ni la science de l'outil, ni la connaissance de la terre, ni la perception du temps. On a plaisanté sur ces bergers, ces apiculteurs, ces chevriers. On leur a même causé beaucoup d'ennuis. Même dans ces terres abandonnées, la propriété demeure, et certains pour l'avoir oublié ou pour avoir voulu mettre en valeur le désert, ont été sanctionnés.

Et pourtant, pour avoir mené de longues discussions avec les intéressés, nous pouvons dire que les attitudes qui s'affirment chez ces pionniers sont novatrices et relèvent d'un système de valeurs cohérent et profondément respectable : ne plus dépendre de l'argent et retrouver la relativité des besoins, dominer son travail, disposer de son temps entretenir des relations de qualité avec son prochain, s'intégrer à l'espace, respirer avec la nature, satisfaire son « désir » en dehors de l'échange marchand, reconnaître le droit à la différence.

Quel éducateur, quel philosophe, quel politique, peuvent y trouver à redire ? D'autant plus que l'enfant retrouve l'auto-éducation, que le vieillard est pris en charge par la communauté, que la femme affirme son identité et qu'au modèle mécaniste se substitue le modèle biologique, qu'à la spécialisation se superpose l'approche de la connaissance, qu'à la mécanisation se mêle le travail de la main, qu'à la bureaucratisation succède la cellule autonome.

Ainsi se retrouve le sens d'une civilisation. Si dans la nuit des temps, le milieu rural était conservateur des valeurs ; si dans la période industrielle il était facteur d'équilibre, il doit aujourd'hui devenir le vecteur privilégié de l'innovation sociale.

Enseignements à tirer de ces faits

Nous croyons toujours à l'animation comme instrument propre à rendre vie au milieu rural. Et, Hubert Bouchet, même si je le suis dans son raisonnement, même si je partage ses convictions, me paraît trop radical dans ses conclusions. Quand nous avons lancé ce type d'animation voici près de vingt ans, inventé le statut des animateurs, assuré les premières formations, défini les objectifs possibles, il n'était pas trop de voix pour critiquer le projet. Aujourd'hui, toutes les organisations et tous les organismes se sont fabriqués un corps d'animateurs, renforçant le ghetto paysan. S'il faut des animateurs, il en faut relativement peu, à mi-chemin des responsables et des citoyens. L'erreur est de les avoir multipliés, sans projet majeur, sans formation sérieuse, de les avoir fait dépendre de chapelles et d'organisations multiples. Mais ce serait une longue histoire à reprendre, un très dur réquisitoire à faire et c'est inutile. Tournons-nous plutôt vers l'avenir ; le passé n'a d'intérêt que pour imaginer l'étape suivante. L'animateur professionnel doit être un médiateur, un informateur, un agent de développement global.

Il n'a pas à prendre en charge, sauf dans les situations de carence, et de façon très passagère de toutes façons.

Celui qui amènera la vie, ce n'est pas lui sinon de façon indirecte, c'est l'artisan du coin, l'instituteur, la mère de famille...

Et pour ramener la vie, il ne faut pas plus avoir de prétentions culturelles immédiates élevées que d'« apriorismes ». Tel tournoi de belotes, telle foire à la ferraille, telle fête de la bière, ont plus fait pour redémarrer la convivialité, pour relancer une dynamique, que l'organisation d'une exposition d'estampes, et certains animateurs l'ont bien compris. Les techniques d'accrochage préparent un jour la maturité d'un conseil municipal, l'initiative d'un groupe de parents d'élèves, la réalisation d'un foyer rural, la mise sur pied d'une coopération de production. Et les conseils éclairés d'un animateur de haut niveau deviennent alors précieux.

L'intégration du résident secondaire devient un autre objectif prioritaire de l'animation, la ségrégation de nature raciste que pratiquent certains à leur égard nous paraissant une faute grave, par essence d'abord, par raison ensuite. « L'utilisation » intelligente du résident est bénéfique pour les villages : sur les plans économique, intellectuel et civique. Le maire, les associations doivent être les moteurs de cette intégration.

Dans quelques trente départements où la désertification s'accroît, où les terres abandonnées s'étendent, la vie des « nouveaux paysans » doit être facilitée et l'animateur de région doit pouvoir en être le médiateur avec l'administration, les S.A.F.E.R., la M.S.A. Sans doute, doit-il aussi aider à la création de centres de formation et de rencontres originaux les concernant.

La réouverture des écoles rurales avec des instituteurs titulaires formés à cette tâche, et bénéficiaires d'avantages statutaires, paraît un objectif prioritaire du militantisme rural. Là où disparaît l'école, disparaît la vie. L'écologie commence à ce stade. La revendication de l'espace vert et de la haie ne doit pas estomper l'exigence du terroir habité. Que signifie le bocage si les hommes en ont disparu ? Un autre objectif propre à l'animateur consiste à rétablir la communication et la rencontre. Les services de toute nature, les clubs de troisième âge, des médias adaptés, le phénomène associatif contribuent à la rencontre et à l'échange. Encore faut-il que chaque animateur suscite, provoque, amorce ce genre de développement, « en ne faisant pas mais en faisant faire ». On est loin de l'inutilité de l'animateur bien qu'on puisse imaginer une formation à l'animation de tel chef de service ou de tel sous-préfet, de tel organisme ou de telle institution. Mais dans chaque cas, le problème demeure.

Bien qu'il nous déplaise de parler de problèmes budgétaires, ceux-ci sous-tendent l'efficacité de la pérennité de beaucoup de mesures, même si l'attitude et le comportement des citoyens sont

déterminants pour la réussite du projet. Ainsi des mesures financières spéciales doivent être réclamées au niveau compétent pour l'aménagement des sentiers de grande randonnée, de refuges, d'espaces de détente... Les problèmes en campagne comme en montagne ne s'apprécient plus en terme de rentabilité quantitative. L'animateur a la mission de valoriser cette donnée près des administrateurs et des élus.

Autre mission fondamentale de l'animateur dans le champ défini de ses interventions : provoquer les changements d'attitude et de comportement, en facilitant l'imagination créative et la prise de responsabilité. Ce n'est pas le plus facile, mais si le phénomène associatif se développe, si le système éducatif assume sa responsabilité institutionnelle, si la collectivité territoriale retrouve sa capacité d'agir, l'animateur en aura la tâche facilitée, ce qui signifie qu'au départ il doit contribuer à se faciliter la tâche en aidant tous les petits groupes, centres névralgiques d'information, de réflexion et de décision, à se lancer, à se créer.

Faut-il en conclusion ajouter qu'en matière de revitalisation de la société, le milieu rural peut être, grâce à une animation repensée dans l'espace et, dans les objectifs, l'endroit privilégié, mais qu'on ne peut se réclamer de tout et de son contraire :

- courir à l'industrialisation agricole ;
- faire de l'argent une finalité ;
- imiter la ville,

et demander simultanément :

- une vie équilibrée ;
- la rencontre des hommes ;
- la conservation des haies ;
- le maintien de Dubuffet chez Renault.

L'animateur peut contribuer à éclairer ce débat, comme le maire, comme le responsable d'association, comme le curé, comme l'instituteur. Mais tous, et quelques autres, ne doivent-ils pas être, par essence, des animateurs ?